



## MATINEE D'ECHANGE SUR LA GESTION DES RESSOURCES EN EAU AU SENEGAL

Vendredi 28 novembre 2025

*Salle La Fabrique, Maison des Associations de Solidarité,  
Paris 13<sup>ème</sup>*



## COMPTE RENDU

## ➤ Rappel des objectifs

Le programme Solidarité Eau (pS-Eau), en partenariat avec la CPCSP, la DGPRE du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement du Sénégal, les Agences de l'Eau françaises et l'AFD, a organisé une matinée d'échanges dans le cadre du Réseau et de la Plateforme Sénégal. Cette rencontre, tenue à Paris le 28 novembre 2025, a réuni divers acteurs français engagés au Sénégal dans le secteur de l'eau et de l'assainissement (collectivités, associations, opérateurs de projets, bureaux d'études, entreprises, etc.).

L'objectif principal était de favoriser le dialogue entre acteurs français et sénégalais en s'appuyant sur les actualités du secteur Eau-Hygiène-Assainissement au Sénégal, ainsi que sur les stratégies du pS-Eau en France et de la Plateforme au Sénégal. La rencontre a également permis des échanges d'expériences sur la structuration de projets menés avec des collectivités sénégalaises.

Cet événement s'inscrivait dans le cadre de la venue en France d'une délégation du Ministère sénégalais de l'Hydraulique et de l'Assainissement, en mission de benchmarking pour définir les missions de la future Autorité de Régulation du Secteur de l'Eau (ARSE), prévue pour 2026.

## ➤ Rappel du déroulé de la journée

Heure	Activités	Présenté par
9h30 – 9h45	Ouverture de la journée	Sylvain Cottalorda, pS-Eau
9h45 – 10h	Actualité du Réseau et de la Plateforme pS-Eau Sénégal	Sylvain Cottalorda, pS-Eau
10h – 10h30	Présentation du bilan CDNG 2024	Sylvain Cottalorda, pS-Eau
10h30 – 11h15	Actualité sectorielle Eau et Assainissement au Sénégal et présentation de la Lettre de Politique Sectorielle 2025-29	Dame Ndiaye, Chef de la division des Opérations - CPCSP
11h15 – 11h45	Présentation de fonctionnement du suivi de la ressource au Sénégal par la DGPRE	Moctar Sall, Chef de la division Planification et Systèmes d'information – DGPRE & Bakary Faty, Directeur - DGPRE
11h45 – 12h30	Présentation et retour d'expériences du projet GIREL dans la zone des Niayes	Hamet Diallo, Responsable du projet GIREL – Gret Sénégal
12h30 – 12h50	Temps de paroles libre	Ouvert à toutes et tous
12h50 – 13h00	Clôture et remerciements	Guillaume Aubourg, Directeur Adjoint pS-Eau Sylvain Cottalorda, Chargé de mission pS-Eau

## ➤ Ouverture de la journée

L'ouverture de la matinée, assurée par le pS-Eau, a rappelé les objectifs du Réseau Sénégal : renforcer la coordination entre acteurs français et sénégalais engagés dans l'accès à l'eau, l'assainissement et la gestion durable des ressources. Nous avons rappelé l'importance d'un dialogue multi-acteurs, du partage d'expériences et du suivi des réformes en cours au Sénégal, afin d'améliorer la cohérence et l'efficacité de la coopération décentralisée et non gouvernementale. Cette introduction a également posé le cadre d'une journée consacrée à la mise en perspective des actualités du secteur eau, assainissement et GIRE au Sénégal. Enfin nous avons rappelé le support financier et institutionnel des agences de l'eau et de l'Agence Française de Développement aux actions du pS-Eau et de la Plateforme Sénégal sur le territoire Sénégalais et plus largement du grand bassin versant du fleuve Sénégal.

## ➤ Actualités du Réseau et de la Plateforme Sénégal du pS-Eau

Le pS-Eau anime en France un réseau d'acteurs de coopération non gouvernementale et décentralisée regroupant une diversité d'acteurs regroupant des collectivités, des associations de diasporas, des ONGs bénévoles et professionnelles, des bureaux d'études,... Ces acteurs opèrent dans le secteur de l'eau et de l'assainissement au Sénégal. En parallèle de ce Réseau Sénégal, du fait du dynamisme des acteurs de coopération au Sénégal, d'un nombre importants de projets déployés, et d'un tissu local d'acteurs sectoriels dense, le pS-Eau a recruté un animateur sur place afin d'animer une Plateforme Sénégal. Cette plateforme regroupe les acteurs de coopération au Sénégal ainsi que les acteurs institutionnels du secteur de l'eau et de l'assainissement.

La Plateforme Sénégal a présenté ses réalisations 2025, dont deux ateliers sur l'assainissement scolaire, la participation aux démarches internationales sur la désertification et la Journée Mondiale des Toilettes, ainsi que la production d'outils : synthèse sur la réforme de l'hydraulique rurale, lettre d'information n°15 et bilan CDNG 2024.

Les actualités portent aussi sur un travail d'autonomisation de la plateforme, la préparation d'un atelier sur l'articulation service d'eau-ressource en partenariat avec la DGPRE et la CPCSP du ministère de l'hydraulique et de l'assainissement ainsi que l'Office des Forages Ruraux (OFOR) en décembre 2025, et de nouvelles publications (newsletter GIRE, Fiche Pays Sénégal mise à jour, nouvelle page web dédié à la Plateforme).

Un focus a été consacré à la dynamique GIRE dans le bassin du fleuve Sénégal (BFS), où le pS-Eau appuie les agences de l'eau dans la capitalisation des initiatives de solidarité et de coopération menées par les acteurs français et sénégalais. Depuis le lancement de la convention de partenariat en juillet 2025, des entretiens ont été conduits dans les communes de Ronkh (Sénégal) et Jedrel Mouhguen (Mauritanie). Au cours du prochain semestre, plusieurs actions sont prévues : l'organisation d'une e-conférence sur les pratiques territoriales de GIRE, l'élaboration d'une boîte à outils destinée aux collectivités et la préparation d'une mission d'échange entre le bassin du fleuve Itasy (Madagascar) et l'OMVS.

[> Voir support de présentation téléchargeable](#)

## ➤ Présentation du bilan des acteurs de coopération décentralisée non gouvernementales (CDNG) au Sénégal en 2024

Depuis le milieu des années 2000, le pS-Eau recueille pays par pays chaque année les données relatives à l'ensemble des projets menés par les acteurs de la solidarité internationale et de la coopération dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. La méthodologie employée reste volontairement identique d'une année à l'autre afin de garantir la comparabilité des résultats et de suivre de manière fiable l'évolution de la mobilisation des acteurs français de la CDNG à l'international. Il est important de noter que le pS-Eau s'appuie exclusivement sur les projets **financés au cours de l'année N-1** : le bilan 2024 est donc produit en 2025 à partir des actions dont les subventions ont été accordées en 2024. Les projets en cours financés les années précédentes, ou ceux dont les subventions sont attribuées en 2025, ne sont pas intégrés dans ce bilan.

Le Sénégal demeure l'un des pays les plus dynamiques de la coopération décentralisée française dans le secteur Eau-Assainissement, et l'année 2024 a confirmé cette tendance avec **37 projets financés**, soit l'un des niveaux les plus élevés depuis 2015. Depuis cette date, 233 projets ont été accompagnés pour un montant cumulé de **plus de 41 millions d'euros**, dont **plus de 7 millions mobilisés en 2024**. La majorité des financements a ciblé les territoires ruraux (58 %), tandis que 29 % ont été orientés vers les petits centres urbains, et seulement 13 % vers les zones urbaines et périurbaines, en cohérence avec la typologie des acteurs français impliqués, généralement ancrés dans des coopérations de proximité avec des collectivités de taille équivalente.

Sur le plan thématique, 61 % des financements ont concerné des projets intégrant simultanément l'eau potable et l'assainissement, confirmant une approche globale et cohérente des enjeux. L'assainissement seul reste toutefois faiblement représenté (11 %), en raison de la complexité et du caractère structurel de ce type d'intervention, particulièrement en milieu rural. Quant à la GIRE, elle ne représente que 4 % des financements, son traitement étant souvent porté au niveau institutionnel ou de bassin. Ces tendances reflètent les priorités opérationnelles des porteurs de projets, tout en soulignant la nécessité de renforcer l'investissement dans les filières assainissement et gestion durable de la ressource.

D'un point de vue territorial, 11 régions sur 14 ont été couvertes en 2024, marquant une amélioration notable de la répartition nationale. Les régions de Tambacounda, Fatick, Ziguinchor et Kédougou ont été parmi les plus actives. Malgré cette progression, les zones centrales (Kaolack, Kaffrine, Diourbel, Sédihou) et sud-est (Kolda, partiellement Kédougou) restent encore peu investies, alors même qu'elles présentent des besoins élevés. La coopération décentralisée conserve ainsi un potentiel fort d'expansion territoriale et thématique pour mieux contribuer à l'équité d'accès à l'eau et à l'assainissement au Sénégal.

> Voir [support de présentation téléchargeable](#) et le [Bilan CDNG Sénégal 2024](#)

## ➤ Actualités du secteur de l'eau et assainissement au Sénégal

Dame Ndiaye, Chef de la division des opérations au sein de la Cellule de Planification, de Coordination et de Suivi des Programmes (CPCSP) du MHA, a dressé un panorama complet des évolutions stratégiques du secteur eau-assainissement au Sénégal. Le pays fait face à deux défis majeurs : la pression croissante sur ses ressources du fait de la croissance démographique, économique et urbaine, et une vulnérabilité accrue au changement climatique, entraînant stress hydrique, variabilité des pluies, salinisation et risques d'événements extrêmes. Pour y répondre, le gouvernement a engagé une réforme profonde reposant sur la **nouvelle Lettre de Politique Sectorielle de Développement 2025-2029 (LPSD 2025-29)**, qui structure la vision nationale autour de la sécurité de l'eau et de l'assainissement à l'horizon 2050. Cette LPSD s'articule autour de quatre axes majeurs : (1) **renforcement de la gouvernance**, avec révision du cadre législatif, digitalisation, création de l'ARSEA, clarification des rôles institutionnels ; (2) **gestion intégrée des ressources en eau**, avec amélioration du système d'information, gestion durable des masses d'eau, résilience climatique et solutions fondées sur la nature ; (3) **accès sécurisé à l'eau potable**, par le renouvellement des infrastructures, l'amélioration de la performance technique et la correction des disparités territoriales ; (4) **assainissement et économie circulaire**, incluant la modernisation des filières, l'extension des réseaux, la valorisation des eaux usées et des boues de vidange, et des mécanismes innovants de financement.

La CPCSP a également présenté les **grands projets structurants**, appelés *Autoroutes de l'Eau*, qui visent à sécuriser durablement l'alimentation en eau des régions les plus sensibles : le **Méga projet du Lac de Guiers** (788 Mds FCFA) pour desservir Dakar, Touba et les Niayes ; le **projet de production et transfert d'eau de Ziguinchor** (259 Mds FCFA) pour renforcer l'accès en Casamance ; et le **transfert Malem Hoddar** (455 Mds FCFA) destiné au bassin arachidier et à 1,5 million d'habitants. Enfin, la CPCSP a souligné la place du Sénégal dans l'hydro-diplomatie régionale et mondiale (OMVS, OMVG, Forum mondial de l'eau, co-organisation avec les Emirats Arabes Unis de la Conférence ONU 2026 sur l'Eau) ainsi que les réformes en cours (révision du Code de l'Eau, renforcement institutionnel, mécanismes de financement innovants comme le Fonds Bleu, obligations bleues, PPP). L'ensemble dessine un secteur en mutation rapide, combinant investissements massifs, montée en échelle de la planification, innovations institutionnelles et intégration des enjeux climat-développement.

[> Voir support de présentation téléchargeable](#)

## ➤ Présentation du Suivi de la ressource au Sénégal par la DGPRE

La DGPRE a présenté, via l'intervention de son Chef de la planification et des systèmes d'information, Moctar Sall, un panorama détaillé de ses missions et des avancées récentes en matière de gestion et de connaissance des ressources en eau au Sénégal. En tant qu'organe central de planification, de suivi et de régulation du secteur de l'eau, elle est chargée de l'inventaire, de l'évaluation et de la mobilisation des ressources, de la mise en œuvre du Code de l'eau et de la police de l'eau, de l'élaboration du schéma directeur des ressources en eau, ainsi que de la gestion

des réseaux de mesure et de la base nationale de données hydrologiques et hydrogéologiques. Sa présentation a mis en lumière l'importance stratégique de son **réseau national de suivi**, constitué de plus de 560 ouvrages (piézomètres, forages, puits) permettant d'assurer un suivi quantitatif et qualitatif des nappes et cours d'eau, avec des indicateurs tels que niveaux piézométriques, conductivité, pH, turbidité, nitrates ou encore fluors. Les analyses montrent des **tendances contrastées**, avec des zones dont les nappes sont en déficits significatifs (littoral nord, zone infrabasaltique et horst de Diass), et d'autres dont les nappes sont dans une situation plus favorable (socle), tandis que la zone du Maastrichtien présente une tendance déficitaire préoccupante.

Sur le volet des connaissances, la DGPRE a rappelé l'ampleur de sa production scientifique : plus d'une centaine d'études et outils (annuaires, bulletins, atlas, études hydrogéologiques) ont été réalisés au cours de la dernière décennie, et une importante base documentaire a été numérisée pour améliorer l'accès aux données. La présentation a également insisté sur l'avancement de la GIRE territoriale, avec l'achèvement des 28 Plans de Gestion des Eaux (PGE), l'élaboration en cours des cinq SDAGE, des projets pilotes dans les Niayes et à la Somone, et la préparation des cadres officiels de concertation. La modernisation du cadre territorial de gestion via les Unités de Gestion et de Planification (UGP) et les Sous-UGP représente une étape clé vers une gouvernance plus cohérente et adaptée aux réalités hydrologiques.

Enfin, la DGPRE a souligné les défis à relever pour consolider la gouvernance de la ressource : renforcement de la collecte et du partage de données, meilleure articulation entre niveaux local et national, montée en compétences des acteurs territoriaux, et sécurisation des financements dédiés à la GIRE. L'ensemble de ces éléments illustre le rôle essentiel de la DGPRE pour la planification, la régulation et la durabilité des ressources en eau dans un contexte de pressions croissantes et de changement climatique.

> [Voir support de présentation téléchargeable](#) et [site web de la DGPRE](#)

#### ➤ **Retour d'expérience du projet GIREL dans la zone des Niayes par le Gret Sénégal**

Le programme GIREL, conduit par le Gret dans les Niayes, a été présenté par Hamet Diallo responsable du projet au sein du Gret. Ce programme illustre une opérationnalisation concrète et innovante de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) à l'échelle locale. Le territoire est caractérisé par une forte pression multi-usages (alimentation en eau potable pour Dakar, agriculture maraîchère et agro-industrielle, élevage, industrie, mines) sur des nappes en baisse et de plus en plus vulnérables à la surexploitation, à la salinisation et aux impacts du changement climatique. GIREL part du principe que la GIRE doit s'ancrer au niveau communal et intercommunal, en mobilisant les acteurs directement concernés. Ainsi, le programme s'appuie sur la création et l'animation des Plans Locaux de GIRE (PLGIRE) et des Comités Locaux (PLE/CCE) réunissant élus, services techniques, usagers, organisations de la société civile et opérateurs.

La présentation a mis en avant les résultats obtenus : renforcement substantiel des capacités locales de suivi grâce à la formation aux techniques piézométriques et physico-chimiques, co-mesures régulières menées avec la DGPRE, meilleure connaissance des dynamiques de baisse des nappes et de salinisation, et mise en place de suivis citoyens permettant un monitoring plus fréquent. Sur le volet

préservation, des actions d'aménagement durable ont été menées : dispositifs antiérosifs (cordons pierreux, diguettes), activités de reboisement, amélioration de l'infiltration, restauration des zones agricoles et pastorales. Sur les pratiques agricoles, des formations à l'agroécologie, aux techniques économies en eau et aux risques liés aux pesticides ont accompagné une prise de conscience des usages polluants. GIREL se distingue aussi par un fort dispositif de mobilisation sociale, notamment auprès des jeunes et des femmes : ciné-débats, caravane de l'eau, fresques climat en milieu scolaire.

Enfin, le programme a présenté les défis structurants pour la pérennisation d'une GIRE locale : faible pouvoir décisionnel institutionnel des comités locaux, besoin d'élargir leur représentativité pour renforcer leur légitimité, faiblesse des financements dédiés, nécessité de créer des mécanismes locaux de financement pérenne de la GIRE, importance d'une fédération entre communes pour former un véritable comité de gestion de bassin local et amélioration de l'articulation multi-niveaux avec la DGPRE.

Le programme GIREL met en évidence une dynamique prometteuse, montrant que la GIRE territoriale est possible, mais qu'elle nécessite un cadre institutionnel renforcé, une reconnaissance officielle et des moyens financiers adaptés à l'échelle d'intervention.

> [Voir support de présentation téléchargeable](#), [site web du Gret](#), et [page web dédié au projet GIREL](#)

## ➤ Clôture de la séance

Malgré une participation moyenne (17 personnes présentes et 7 personnes connectées en ligne) Cette matinée d'échanges a illustré, une fois encore, la vitalité et la cohérence de la communauté d'acteurs engagés au Sénégal dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de la gestion durable de la ressource. Les différentes interventions ont apporté des éclairages essentiels sur les évolutions institutionnelles, les dynamiques territoriales et les initiatives concrètes portées sur le terrain. Elles ont également montré combien la coopération décentralisée et la mobilisation des acteurs non gouvernementaux restent déterminantes pour accompagner les collectivités et renforcer la résilience des territoires. Une modalité hybride présentiel/visioconférence sera mise en place pendant la prochaine réunion du réseau Sénégal pour permettre une participation active des participants en ligne et mobiliser un plus large public.

Au-delà des bilans et des chiffres, cette rencontre a surtout rappelé l'importance de maintenir un dialogue continu, d'outiller les partenaires et de consolider les synergies existantes. Merci à l'ensemble des participants et intervenants pour la qualité des échanges et l'engagement partagé !

Le programme Solidarité Eau remercie les partenaires ayant contribué à la réussite de cet évènement du réseau Sénégal ainsi que tous les intervenants et participants.



## Quelques photos de l'évènement !

